



# MARIAGE POUR TOUS EN THAÏLANDE : UN NOUVEAU CHAPITRE POUR LES DROITS LGBT+

La Thaïlande a franchi une étape majeure dans la reconnaissance des droits LGBT+ en adoptant une nouvelle loi autorisant le mariage homosexuel, devenant ainsi le premier pays d'Asie du Sud-Est à le faire — après Taiwan qui l'avait autorisée en 2019 et le Népal en 2023. (Amnesty International, 2023) Cette loi, votée à une large majorité par le Sénat thaïlandais le 18 juin 2024, représente une avancée significative en matière de droits humains et d'égalité. (Le Monde, 2024) Elle marque un tournant historique pour la communauté LGBT+ en Thaïlande, un pays souvent considéré comme tolérant et ouvert d'esprit, mais où les droits des personnes LGBT+ ont longtemps été limités. La loi entrera en vigueur dans 120 jours, lorsqu'elle sera publiée dans la Gazette royale.

En Thaïlande, les droits de la communauté LGBT+ sont inscrits dans un contexte historique complexe. Bien que le royaume soit connu pour sa tolérance relative à l'égard de la diversité sexuelle et de genre, ses lois et politiques ont longtemps évolué lentement vers la reconnaissance des droits LGBT+. Les efforts constants de cette communauté et de ses alliés pour obtenir une égalité complète, mettant fin à des décennies de discrimination légale et sociale, sont reflétés par la légalisation du mariage homosexuel.



AUTEURE

NOÉMIE GORJUX

Candidate à la Maîtrise en Études Internationales à l'Université de Montréal. Elle se spécialise dans le droit international, les droits de l'homme et la région indopacifique.

## Historique des Droits LGBT+ en Thaïlande



(© Chanakarn Laosarakham Agence France-Presse)

### 1. La situation générale

La documentation sur l'inclusion des personnes de la communauté LGBT+ en Thaïlande est moins abondante que dans certains contextes occidentaux. Cependant, les personnes LGBT+ en Thaïlande seraient en moins bonne santé, sous la forme de taux élevés de VIH et de sida (ONUSIDA, 2022), de problèmes de santé mentale persistants comme la dépression et les tendances suicidaires (UNDP, 2019) et d'une plus grande insécurité économique que les personnes hétérosexuelles et cisgenres. (World Bank Group, 2018)

Le consensus dans une grande partie de la documentation semble suggérer que beaucoup de ces disparités sont attribuées à la discrimination systémique, structurelle, à l'exclusion sociale et à la stigmatisation (UNDP, 2019, et World Bank Group, 2018), bien que les recherches sur les forces d'exclusion et de discrimination sur les populations LGBT+ en Thaïlande restent encore fragmentées et limitées. Comme le décrit le professeur Douglas Sanders, «il existe en Thaïlande une tolérance à l'égard de la diversité sexuelle et de genre unique en Asie».[1] (Sanders, 2019)

Et pourtant, il note que cette tolérance coexiste avec un manque d'acceptation dans les familles thaïlandaises, une stigmatisation et une discrimination sociales, une discrimination juridique et quelques incidents de violence contre les personnes LGBT+ que les autorités thaïlandaises sont accusées de minimiser.

#### Note:

[1] Traduction libre suggérée par l'auteure.



## 2. Histoire des Droits LGBT+ en Thaïlande

L'histoire de l'homosexualité et des droits des LGBT+ en Thaïlande est complexe et contradictoire. La société thaïlandaise était relativement androgyne et acceptait les comportements non hétéronormatifs depuis le XIVe siècle, époque à laquelle des témoignages oraux faisaient état d'homosexualité parmi les membres masculins et féminins de la cour thaïlandaise. (UNDP, 2019) Cette situation a toutefois changé avec l'arrivée des normes coloniales occidentales de la fin du XIXe et du début du XXe siècle, lorsque la Thaïlande a adopté un projet national d'occidentalisation comme stratégie de survie politique. En effet, à cette période, une conception occidentale plus rigide de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre a commencé à remplacer les concepts moraux thaïlandais moins formalisés du genre (Jackson 2003). Lorsque la Thaïlande est passée d'une monarchie absolue à une monarchie constitutionnelle en 1932, la société thaïlandaise a commencé à adopter ce concept occidentalisé des vertus et de la sexualité comme voie vers la modernité et vers une nation plus civilisée. Ainsi, un tel concept « moderne » d'orientation sexuelle et d'identité de genre a été systématiquement imposé et utilisé par l'État comme moyen d'établir un nouvel ordre social (Jirayudh et Thanchanok, 2022.)

Encore à ce jour, les normes et définitions de genre qui ont été institutionnalisées restent l'un des défis majeurs pour la défense des droits LGBT+ au royaume.

La crise du VIH/SIDA dans les années 1980 a été un catalyseur pour la défense de ces droits, menant à la formation de groupes comme la « Rainbow Sky Association of Thailand ». Depuis les années 1990, ces groupes militent pour l'égalité des droits, y compris les partenariats civils et l'adoption. (Jirayudh et Thanchanok, 2022.) L'association a débuté en tant que groupe d'entraide qui proposait des échanges d'informations entre patients atteints du VIH/SIDA, mais a, par la suite, commencé à faire campagne pour une protection sociale et pour des droits légaux plus équitables de la communauté LGBT+. En effet, la Thaïlande a adopté en 2015 la loi sur l'égalité des sexes, qui vise à fournir des protections juridiques contre la discrimination fondée sur le genre, notamment le traitement injuste des personnes LGBT+. (Amnesty International, 2023) Cependant, la loi autorise toujours la justification de la discrimination à l'encontre des personnes LGBT+ par des raisons religieuses ou de sécurité nationale. Parallèlement, il n'existe toujours pas de reconnaissance légale du genre permettant aux personnes transgenres et non binaires de changer légalement de titre ou de genre dans les registres officiels.

En novembre 2021, la Cour constitutionnelle thaïlandaise a réaffirmé le statu quo en statuant que les lois reconnaissant uniquement le mariage entre un homme et une femme ne violaient pas la Constitution. Mais elle a également déclaré que les législateurs thaïlandais devraient rédiger des lois garantissant les droits des personnes de diverses identités de genre. (Amnesty International, 2023)

## 3- Évolution et controverses des projets de loi sur le mariage homosexuel

En ce qui concerne la question du droit au mariage pour les couples de même sexe, celle-ci a été introduite dans les débats publics thaïlandais vers 2012. Les réformes juridiques pour accorder des droits égaux au mariage aux couples de même sexe sont, entre autres, le résultat de nombreuses pétitions auprès de plusieurs agences gouvernementales. Tous ces mouvements de pétition ont eu lieu lorsqu'un couple homosexuel de Chiang Mai, qui se trouvait être l'un des principaux défenseurs des droits des LGBT+, a demandé l'enregistrement de son mariage, et sa demande a été refusée par l'officier d'état civil parce que les lois thaïlandaises ne reconnaissaient pas le mariage homosexuel. (Jirayudh et Thanchanok, 2022.)

Ainsi, depuis 2013, plusieurs projets de loi sur le mariage homosexuel ont été élaborés. Le premier projet de loi, proposé par le ministère de la Justice, a été interrompu par le coup d'État militaire de 2014. Un deuxième projet, proposé en 2018, a été critiqué par la communauté LGBT+ et les experts juridiques pour cibler la copropriété des biens et l'héritage plutôt que les droits au mariage. (Jirayudh et Thanchanok, 2022.) En 2019, un troisième projet de loi, révisé et renommé « projet de loi sur le partenariat civil », a été élaboré en collaboration avec un groupe de défense des droits LGBT+. Ce projet permet aux couples de même sexe de s'inscrire dans un partenariat civil incluant des droits comme la gestion des biens et l'adoption.



Des membres de la communauté LGBTQIA+ réagissent avant l'adoption du projet de loi sur l'égalité du mariage en deuxième et troisième lecture par le Sénat, le 18 juin 2024.  
(© CHALINEE THIRASUPA / REUTERS)

Cependant, le projet de loi sur le partenariat civil a suscité des préoccupations parmi les défenseurs des droits LGBT+, car il ne garantit pas les mêmes droits que le mariage hétérosexuel, notamment en matière de protection sociale et juridique. Les critiques ont également souligné que les couples transgenres sont exclus de ces droits. Cette situation a conduit à une campagne pour réformer le Code civil et commercial afin de le rendre plus neutre en termes de genre, permettant ainsi une véritable égalité des droits pour les couples LGBT+. Ce mouvement, connu sous le nom de « mouvement pour l'égalité du mariage », a gagné du terrain sur Internet, poussant la communauté LGBT+ à rejeter le projet de loi sur le partenariat civil au profit d'une réforme législative plus inclusive.



Les députés du parti Move Forward (de gauche à droite) Sorrapat Sriprach, Chutchawan Apirukmonkong et Prasit Puttamapadungsak tiennent un textile aux couleurs de l'arc-en-ciel pour soutenir les LGBTQIA+ lors d'une session législative organisée pour reconnaître un projet de loi sur l'égalité du mariage au Parlement à Bangkok, Thaïlande, le 27 mars 2024. (© RUNGROJ YONGRIT / keystone-sda.ch)

## Impact de la nouvelle loi

L'adoption de cette nouvelle loi sur le mariage homosexuel en Thaïlande a suscité des réactions variées, révélant ainsi les profondes divisions et les espoirs au sein de la société thaïlandaise. Bien que ce changement législatif soit perçu comme une victoire significative pour les droits de la personne, il a tout de même provoqué des ondes de choc à travers le pays.

### 1- Réaction de la communauté LGBT+

La communauté LGBT+ thaïlandaise et ses alliés ont largement célébré l'adoption de cette loi, la qualifiant de victoire majeure pour l'égalité des droits. Beaucoup voient dans cette législation une reconnaissance tant attendue de leur droit à l'amour et à la famille. Des militants comme Danuphorn Punnakanta, président du comité parlementaire sur le projet de loi, ont souligné que cette mesure visait à réduire les disparités et à créer une société plus égalitaire en Thaïlande (Sattaburuth et Reuters, 2024). En effet, l'effet immédiat le plus notable de cette nouvelle législation est l'extension des droits juridiques et sociaux aux couples de même sexe. Cela inclut des droits en matière d'héritage, de gestion des biens communs, d'adoption et de prise de

décisions médicales pour le conjoint, alignant ainsi les droits des couples de même sexe sur ceux des couples hétérosexuels (Sattaburuth et Reuters, 2024).

Cependant, certains défenseurs des droits LGBT+ estiment que des améliorations sont encore nécessaires. Par exemple, ils ont fait pression pour que les termes « père » et « mère » soient remplacés par des termes neutres comme « parent » afin de garantir que les couples de même sexe ne rencontrent pas d'obstacles juridiques en matière d'adoption [1] (Strangio, 2024). Comme précise également Amnesty International « S'il ne fait aucun doute que la légalisation du mariage pour les couples LGBT+ est une étape clé pour la Thaïlande, il reste encore beaucoup à faire pour garantir la pleine protection des personnes LGBT+ dans le pays. » En effet, « les personnes LGBTI en Thaïlande continuent de faire face à de nombreuses formes de violence et de discrimination, y compris, mais sans s'y limiter, les violences fondées sur le genre facilitées par la technologie, qui ciblent souvent les défenseur·e·s des droits humains. » (Amnesty International Belgique, 2024)

### 2- Réactions des opposants et débat public

D'un autre côté, l'adoption de cette loi a également rencontré des résistances. Les opposants, souvent ancrés dans des traditions bouddhistes conservatrices et

des valeurs familiales traditionnelles, ont exprimé des préoccupations quant à l'impact de cette législation sur la société thaïlandaise. Ils craignent que la reconnaissance légale des mariages homosexuels puisse éroder les valeurs familiales traditionnelles et ouvrir la voie à des changements sociaux qu'ils considèrent comme indésirables.

Le débat public a été intense, avec des discussions animées sur les médias sociaux, dans les forums publics et à travers divers médias. Certains segments de la population ont exprimé leur soutien, tandis que d'autres ont manifesté leur opposition, reflétant une société divisée sur cette question cruciale. (Obisue, 2024 et SCMP Reporter, 2022)

## Conclusion

Finalement, l'adoption de la loi autorisant le mariage homosexuel en Thaïlande marque une étape cruciale dans la reconnaissance des droits LGBT+ dans la région. En effet, malgré ces défis, les perspectives sont prometteuses. La Thaïlande pourrait servir de modèle pour d'autres pays de la région, encourageant une vague de réformes législatives en faveur des droits LGBT+ en Asie du Sud-Est.

### Note:

[1] Cette information est une simplification du débat.

La mise en œuvre effective de cette loi et l'adoption de mesures complémentaires pour protéger pleinement les droits des personnes LGBT+ seront essentielles.

En fin de compte, la lutte pour l'égalité des droits LGBT+ en Thaïlande est loin d'être terminée. La nouvelle loi sur le mariage homosexuel représente un pas significatif vers une société plus égalitaire, mais il reste encore beaucoup à faire pour surmonter les résistances culturelles et assurer la pleine protection et l'acceptation sociale des personnes LGBT+. Les efforts continus de sensibilisation, de plaidoyer et de dialogue seront cruciaux pour construire un avenir où chacun, quelle que soit son orientation sexuelle ou son identité de genre, puisse vivre sans discrimination ni peur.



*Des membres de la communauté LGBTQ célèbrent le vote d'une loi sur le mariage homosexuel, le 18 juin 2024 à Bangkok, en Thaïlande (© AFP - MANAN VATSYAYANA)*

## Bibliographie et sources :

Jackson, Peter A. 2003. « Gay Capitals in Global Gay History: Cities, Local Markets, and the Origins of Bangkok's Same-Sex Cultures ». Dans *Postcolonial Urbanism*. Routledge.

Laurent, Erick. 2005. « Sexuality and Human Rights: An Asian Perspective ». *Journal of Homosexuality* 48 (3-4): 163-225. [https://doi.org/10.1300/J082v48n03\\_09](https://doi.org/10.1300/J082v48n03_09).

Jirayudh Sinthuphan et Thanchanok Ruendhawil. 2022. « [ADRN Working Paper] Fighting for Love: A Battle for Equal Marriage Rights in Thailand ». EAI | the East Asia Institute. 23 juin 2022.

Le Monde.fr. 2024. « La Thaïlande adopte le mariage gay, une première en Asie du Sud-Est », 18 juin 2024. [https://www.lemonde.fr/international/article/2024/06/18/la-thaïlande-adopte-le-mariage-gay-une-premiere-en-asie-du-sud-est\\_6241047\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2024/06/18/la-thaïlande-adopte-le-mariage-gay-une-premiere-en-asie-du-sud-est_6241047_3210.html).

Obisue, Emmanuel. 2024. « Thailand Legalises Same-sex Marriage ». *Heritage Times* (blog). 18 juin 2024. <https://www.theheritagetimes.com/thailand-legalises-same-sex-marriage/>.

Sanders, Douglas. 2019. « Sex and gender diversity ». Dans *Routledge Handbook of Contemporary Thailand*. Routledge.

Sattaburuth Aekarach et Reuters. 2024. « House passes landmark marriage equality bill ». *Bangkok Post*. 27 mars 2024. <https://www.bangkokpost.com/thailand/general/2766178/house-passes-landmark-marriage-equality-bill>.

SCMP Reporters. 2022. « 'There's No Going Back': Will Thailand Embrace Full Marriage Equality? » *South China Morning Post*. 19 juin 2022. <https://www.scmp.com/week-asia/lifestyle-culture/article/3182062/thailands-looking-legalise-same-sex-unions-will-it>.

Strangio, Sebastian. 2024. « Thailand's Parliament Passes Landmark Marriage Equality Bill ». *The Diplomat*. 28 mars 2024. <https://thediplomat.com/2024/03/thailands-parliament-passes-landmark-marriage-equality-bill/>.

UNDP. 2019. « Tolerance but Not Inclusion: A National Survey on Experiences of Discrimination and Social Attitudes towards LGBT People in Thailand. » <https://www.undp.org/publications/tolerance-not-inclusion>.

ONUSIDA. Rapport par pays – Thaïlande. 2022. <https://www.unaids.org/en/regionscountries/countries/thailand>. Consulté le 8 juillet 2024.

“Economic Inclusion of LGBTI Groups in Thailand (Vol. 2): Main Report.” 2018. World Bank Group. Vol. 2. Washington, D.C. <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/269041521819512465/main-report>.

« Thaïlande. Les projets de loi historiques sur le mariage entre personnes de même sexe représentent un moment d'espoir pour les droits des LGBTI ». 2023. Amnesty International. 21 décembre 2023. <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/12/thailand-historic-same-sex-marriage-bills-are-moment-of-hope-for-lgbti-rights/>.

« Thaïlande, l'adoption du projet de loi sur l'égalité devant le mariage est une victoire pour les droits des LGBTI ». 2024. Amnesty International Belgique. 18 juin 2024. <https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/thaïlande-adoption-projet-egalite-mariage-victoire-droits-lgbti>.

## Littérature supplémentaire :

Coppalle, Lucile, et AFP. 2024. « La Thaïlande légalise le mariage homosexuel, une première en Asie du Sud-Est ». Libération. 18 juin 2024. [https://www.liberation.fr/international/asie-pacifique/la-thaïlande-legalise-le-mariage-homosexuel-une-premiere-en-asie-du-sud-est-20240618\\_H2DHYBL6RRFPPN2NCYYC6WFELM/](https://www.liberation.fr/international/asie-pacifique/la-thaïlande-legalise-le-mariage-homosexuel-une-premiere-en-asie-du-sud-est-20240618_H2DHYBL6RRFPPN2NCYYC6WFELM/).

Newman, Peter A., Luke Reid, Suchon Tepjan, et Pakorn Akkakanjanasupar. 2021. « LGBT+ Inclusion and Human Rights in Thailand: A Scoping Review of the Literature ». BMC Public Health 21 (1): 1816. <https://doi.org/10.1186/s12889-021-11798-2>.

Sell, Randall, Badgett, M.V.Lee. 2018. « A Set of Proposed Indicators for the LGBTI Inclusion Index ». UNDP, New York. 2018. <http://hdl.handle.net/10986/30994> License: [CC BY-NC-ND 3.0 IGO](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).